

	A	B
agent technique	1 085*	41*
agent naval	85*	16*
agent	129	10

* 1 emploi de technicien figurant dans la colonne B s'éteint au moment de la nomination dans la colonne A du lauréat du concours spécial d'accèsion au grade de programmeur.

* 22 emplois d'agent technique figurant dans la colonne B s'éteignent au prorata des nominations dans la colonne A des lauréats du concours spécial d'accèsion au grade d'assistant technique.

* 5 emplois d'agent technique figurant dans la colonne B s'éteignent au prorata des nominations dans la colonne A des lauréats du concours spécial d'accèsion au grade de patron.

* 2 emplois d'assistant technique figurant dans la colonne B s'éteignent au prorata des nominations dans la colonne A des lauréats de l'épreuve comparative des capacités pour l'accèsion au grade de spécialiste.

* 2 emplois d'agent naval figurant dans la colonne B s'éteignent au prorata de la nomination dans la colonne A des lauréats de l'épreuve spéciale des capacités pour l'accèsion au grade de patron.

* 14 emplois d'agent naval figurant dans la colonne B s'éteignent au prorata des nominations dans la colonne A des lauréats de l'épreuve comparative des capacités spéciale pour l'accèsion au grade d'assistant technique.

Art. 3. Le cadre organique du Ministère de la Communauté flamande comprend les colonnes A et B.

Les emplois mentionnés dans la colonne B sont des emplois d'extinction. Ils sont supprimés au moment du départ du titulaire. Sans préjudice des autres conditions statutaires, les titulaires d'un emploi mentionné dans la colonne B entrent en ligne de compte pour la promotion dans un emploi vacant figurant dans la colonne A.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement flamand du 7 décembre 1994 fixant le cadre organique du Ministère de la Communauté flamande est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juin 1996.

Art. 6. Le Ministre flamand qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 1561

[C — 29233]

2 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 9bis, § 1er, inséré par l'article 64 de la loi du 21 juin 1985;

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, et plus spécialement ses articles 26, 27 et 42;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examens dans l'enseignement supérieur de type court et de type long, notamment les articles 1er et 2;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, notamment les articles 1er, 6, 12, 13, 14 et 23, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989;

Vu l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiant régulièrement inscrit » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1988, les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 2 septembre 1991 et 19 septembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement du 1er septembre 1994;

Vu le protocole du 12 février 1996 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu le protocole du 27 mars 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 11 mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1er juillet 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
2° Haute Ecole : institution d'enseignement supérieur, organisée ou subventionnée par la Communauté française, dispensant un enseignement supérieur de type court, de type long ou des deux types selon les modalités prévues au décret;

3° autorités de la Haute Ecole :

a) pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par ou en vertu du décret;

b) pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le Conseil d'administration ou le Collège de direction visés à l'article 65 du décret;

4° activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques et les autres activités figurant au programme d'études;

b) les travaux de fin d'année, le mémoire ou le travail de fin d'études;

c) les stages prévus au programme d'études, organisés individuellement ou en groupe;

d) les sessions d'examens à l'exception du temps consacré par l'étudiant à l'étude personnelle;

5° année académique : le temps nécessaire à la réalisation d'une année d'études, formé de deux semestres commençant au plus tard le premier lundi d'octobre et se terminant la veille du premier jour de l'année académique suivante;

6° examen : opération de contrôle des acquis des étudiants portant sur une partie déterminée du programme d'études d'une année d'études;

7° épreuve : l'ensemble des examens d'une année d'études;

8° session d'examens : période de l'année académique pendant laquelle ont lieu les examens et siègent les jurys d'examens;

9° le Ministre : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions;

10° étudiant régulièrement inscrit : l'étudiant ou l'étudiante qui respecte les conditions d'accès à une année d'études de l'enseignement supérieur, qui y est inscrit ou inscrite, au plus tard à la date du 1er décembre de l'année académique, pour l'ensemble des activités de cette année, à l'exception de celles pour lesquelles il ou elle aurait obtenu dispense conformément aux dispositions des décrets et arrêtés du Gouvernement de la Communauté française et qui suit régulièrement les activités d'enseignement dans le but d'obtenir, s'il échec, les effets de droit attachés à la réussite de l'épreuve.

CHAPITRE III. — *Du refus d'inscription par une Haute Ecole*

Art. 3. § 1er. Les autorités de la Haute Ecole peuvent, par décision individuelle formellement motivée, refuser l'inscription d'un étudiant dans une année d'études lorsque :

1° il a été régulièrement inscrit deux fois dans cette même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

2° il a été régulièrement inscrit trois fois dans cette même année d'études, quelle que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

3° il a été inscrit trois fois dans cette même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, autre que celui organisé ou subventionné par la Communauté française, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

4° il a obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2, 4, et 5 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et/ou 18, § 2 du décret, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2, 4, et 5 du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2 du décret;

5° il n'a pas terminé avec succès en trois années académiques, à compter de sa première inscription dans une même section, les deux premières années d'études des études visées aux articles 15 ou 18, § 1er du décret;

6° il n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne et n'entre pas en ligne de compte pour le financement;

7° il demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française et ne remplit pas les conditions fixées par le règlement des études de la Haute Ecole;

8° il a fait l'objet, dans la même Haute Ecole, au cours de l'année académique précédente, d'une sanction disciplinaire, prise dans le cadre des sanctions définies par le règlement des études, ayant entraîné son éloignement de la Haute Ecole pour le reste de l'année académique.

§ 2. Pour l'application du § 1er, dans l'hypothèse d'études réparties sur plus d'un cycle, si le premier cycle comprend deux années d'études, les première, deuxième et troisième années d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les troisième, quatrième et cinquième années d'études.

Dans cette même hypothèse, si le premier cycle comprend trois années d'études, les première, deuxième et troisième années d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les quatrième, cinquième et sixième années d'études.

§ 3. La preuve que l'étudiant ne se trouve pas dans les cas visés aux points 1, 2, 3, 4 et 5 du § 1er est apportée par tout document probant ou à défaut par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, de même que les effets de droit attachés à la réussite d'épreuves.

§ 4. Si l'étudiant ne peut apporter la preuve qu'il a réussi les examens d'au moins une année d'études suivie en langue française dans un enseignement secondaire ou supérieur, belge ou étranger, la Haute Ecole peut subordonner la première inscription de l'étudiant à la réussite d'une épreuve qu'elle organise portant sur la connaissance suffisante du français.

§ 5. La décision formellement motivée portant refus d'inscription est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant. Cette notification indique les modalités d'exercice des droits de recours telles que prévues à l'article 26, § 2 du décret.

§ 6. Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, la décision portant refus d'inscription est de la compétence du Collège de direction.

CHAPITRE IV. — De l'organisation de l'année académique

Art. 4. Les activités d'enseignement, les sessions d'examens non comprises, sont réparties sur 30 semaines au moins.

CHAPITRE V. — Du règlement général des examens

Section I. — Des conditions de réussite

Sous-section I. — Des sessions d'examens

Art. 5. Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions d'examens au cours d'une même année académique.

Sous réserve de l'article 6, § 4, chaque étudiant a le droit de présenter deux sessions d'examens au cours d'une même année académique.

Nul ne peut être admis à se présenter au cours de la même session d'examens à la fois devant le jury d'examens d'une Haute Ecole et devant le jury de la Communauté française lorsque celui-ci est organisé.

Sauf cas de force majeure apprécié par le Collège de direction, l'étudiant présente obligatoirement l'épreuve au cours de la première session d'examens.

Sous-section II. — Des conditions de passage

Art. 6. § 1er. Sans préjudice de l'article 24 du décret, pour être admis dans l'année d'études supérieure, l'étudiant doit avoir réussi dans la même section l'épreuve de l'année d'études qui précède.

§ 2. Le jury d'examens déclare admis de plein droit l'étudiant qui a obtenu au moins 50 % des points attribués à chaque examen et 60 % des points attribués à l'épreuve calculés conformément à l'article 7, alinéa 1er.

Sur la base de critères préalablement définis par les autorités de la Haute Ecole, chaque jury d'examens délibère collégalement et souverainement sur l'admission, l'ajournement ou le refus des autres étudiants ainsi que sur l'attribution des mentions. Ces critères sont rendus publics par voie d'affichage et sont communiqués à la Commission communautaire pédagogique et à la Cellule de prospective pédagogique.

Les décisions des jurys d'examens sont formellement motivées.

§ 3. L'étudiant ajourné peut se représenter en seconde session d'examens.

§ 4. Ne peut se représenter devant le jury d'examens qu'au plus tôt lors de la première session d'examens de l'année académique suivante, l'étudiant refusé :

- 1° pour motifs disciplinaires;
- 2° parce que, sauf cas de force majeure apprécié par le Collège de direction, il n'a pas présenté l'épreuve au cours de la première session d'examens;
- 3° dont la note attribuée en première session pour les activités de stages, les travaux pratiques, le travail de fin d'études ou le mémoire qui, pour des raisons impératives d'organisation appréciées par le jury d'examens, ne peuvent faire l'objet d'une remédiation ou d'une seconde évaluation, n'est pas reportée en seconde session.

Sous-section III. — De la notation des examens et des mentions

Art. 7. Chaque examen est noté sur 20 points. Pour la détermination des résultats de l'épreuve, le jury d'examens fixe un coefficient de pondération aux résultats de chaque examen. Ces coefficients sont communiqués par voie d'affichage aux étudiants par le Directeur de catégorie, au plus tard, à la fin du premier mois de l'année académique en cours.

Dans les limites fixées par le règlement des études de la Haute Ecole, les notes attribuées au cours de l'année académique pour une activité d'enseignement peuvent être prises en considération pour le calcul du résultat de l'examen.

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction; elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80, 90 % du maximum des points.

Le jury d'examens apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 50 % dans une ou plusieurs activités d'enseignement ou si l'étudiant a obtenu une dispense d'examens en application de l'article 34 du décret.

Sous-section IV. — De la seconde session d'examens

Art. 8. Pour autant qu'il ait participé à tous les examens, hormis l'empêchement pour motif légitime visé à l'article 9, l'étudiant ajourné est dispensé de représenter en seconde session d'examens les examens qu'il a réussis en première session avec 60 % des points au moins.

Toutefois, la note attribuée en première session pour les activités de stages, les travaux pratiques, les travaux de fin d'études ou les mémoires qui, pour des raisons impératives d'organisation appréciées par le jury d'examens, ne peuvent faire l'objet d'une remédiation et d'une seconde évaluation, est reportée en seconde session si elle atteint 50 % des points au moins. Elle peut être reportée en seconde session, alors qu'elle est inférieure à 50 % des points, pour l'étudiant dont le jury d'examens prononce l'ajournement.

Sous-section V. — De l'empêchement de présenter un examen

Art. 9. § 1er. L'étudiant qui s'absente à un examen sans motif légitime ne peut poursuivre la session d'examens. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à un examen à la date prévue, peut subir cet examen au cours de la même session d'examens pour autant que l'organisation des examens le permette et moyennant l'accord du Président et des membres concernés du jury d'examens.

L'étudiant empêché de présenter un examen pour un motif légitime est excusé et est assimilé en première session aux étudiants ajournés et en seconde session aux étudiants refusés.

§ 2. La légitimité du motif est appréciée par le Directeur de catégorie.

Sous-section VI. — Des dispenses en cas d'échec

Art. 10. L'étudiant qui n'a pas réussi l'épreuve et qui recommence la même année d'études dans la même Haute Ecole est de plein droit dispensé de présenter les examens pour lesquels il a obtenu un résultat d'au moins 12/20, aux conditions suivantes :

1° avoir présenté l'épreuve sauf dispenses accordées aux examens concernant certaines activités d'enseignement ou dérogation accordée par le Directeur de catégorie en cas d'empêchement légitime de présenter un examen;

2° avoir obtenu au moins 50 % du total des points de l'épreuve à laquelle il a échoué.

Sous-section VII. — Du passage conditionnel dans l'année d'études supérieure

Art. 11. § 1er. Le Collège de direction peut, à la demande de l'étudiant qui n'a pas réussi l'épreuve en seconde session, par décision formellement motivée, autoriser celui-ci à s'inscrire dans l'année d'études supérieure dans la même Haute Ecole aux conditions énumérées ci-après :

1° l'étudiant est inscrit pour la première fois dans l'année d'études concernée de la section concernée;

2° l'étudiant a réellement participé à tous les examens de la deuxième session d'examens, sauf ceux pour lesquels il avait obtenu des dispenses ou encore sauf dérogation accordée par le jury d'examens pour motif légitime;

3° l'étudiant a obtenu au moins 50 % du total des points à l'épreuve visée au point b;

4° les activités d'enseignement qui correspondent aux examens pour lesquels l'étudiant n'a pas obtenu au moins 12/20 n'excèdent pas plus d'un cinquième du volume horaire de l'année d'études concernée.

§ 2. L'étudiant présente, avant le 1er février de l'année académique suivante, les examens pour lesquels il n'a pas obtenu au moins 12/20.

La deuxième session d'examens de l'année d'études précédente n'est clôturée que lorsqu'il a présenté ces examens.

Pour réussir, l'étudiant doit avoir au moins 10/20 pour chaque examen et au moins 60 % au total des points des examens visés à l'alinéa 1er du présent paragraphe.

Il est délibéré sur ces examens par un jury d'examens composé au moins de trois personnes dont les professeurs qui l'ont interrogé.

§ 3. Si l'étudiant ne présente pas les examens dans les délais prévus, ou s'il ne réussit pas, il redevient étudiant régulier dans l'année précédente.

Sous-section VIII. — Du changement de Haute Ecole

Art. 12. Un étudiant qui, sans changer de section, s'inscrit dans une autre Haute Ecole, présente les examens complémentaires éventuels que le Directeur de catégorie fixe en vue de combler les différences entre les programmes.

Dans pareil cas, l'étudiant n'est pas obligé de participer aux activités d'enseignement qui correspondent aux examens en question. L'étudiant présente les examens complémentaires avant le 20 novembre de l'année académique en cours. Les résultats des examens sont communiqués aux étudiants concernés au plus tard le 25 novembre.

Sous-section IX. — Du travail de fin d'études ou du mémoire

Art. 13. La présentation et la défense d'un travail de fin d'études ou d'un mémoire, s'il est prévu par le règlement des études, constituent le dernier examen de la première session d'examens de la dernière année d'études.

Le sujet du travail de fin d'études ou du mémoire est approuvé par le Directeur de catégorie sur avis du Conseil de département. Il se rapporte aux matières théoriques ou pratiques et à la finalité de la section ou de l'option.

Le Directeur de catégorie agréé ou, le cas échéant, désigne parmi les membres du personnel enseignant le ou les promoteurs chargés de la guidance du travail de fin d'études ou du mémoire.

L'évaluation du travail de fin d'études ou du mémoire est faite par le ou les promoteurs aidé(s), s'il échec, par une ou plusieurs personne(s) étrangère(s) à la Haute Ecole choisie(s) par le Directeur-Président en raison de ses (leurs) compétences particulières.

Art. 14. Par dérogation aux articles 5, alinéa 4, et 13, alinéa 1er, dans les cas appréciés par le jury d'examens, le travail ou le mémoire peut être présenté et défendu en seconde session d'examens avec les examens éventuels ne faisant pas l'objet de dispense.

En cas de circonstances exceptionnelles et sur avis conforme du jury d'examens, le Collège de direction peut autoriser l'étudiant qui a réussi tous les examens figurant au programme de la dernière année d'études à présenter et à défendre le travail de fin d'études ou le mémoire, ou à accomplir les stages, jusqu'à une date qui ne peut être postérieure au 1er février de l'année académique suivante. Pour cet étudiant, la seconde session d'examens est prolongée jusqu'à cette date.

Section II. — Des modalités de l'organisation et du déroulement des examens

Art. 15. Le Directeur de catégorie organise le secrétariat des jurys d'examens visés à l'article 19 du présent arrêté, en désigne les secrétaires et publie leurs noms aux panneaux d'affichage de la Haute Ecole.

Art. 16. Chaque Haute Ecole organise deux sessions d'examens par année académique, la première se clôturant avant le 15 juillet et la seconde débutant après le 15 août de l'année académique en cours.

Chaque session d'examens est clôturée dès que toutes les décisions des jurys d'examens ont été rendues publiques.

Durant la session ont lieu l'épreuve, la délibération et la publication des décisions des jurys d'examens relatives à toutes les activités figurant au programme d'une année d'études.

Art. 17. § 1er. Si le règlement des études le prévoit explicitement, des examens peuvent être organisés dans le courant de l'année académique, dès que le cours est terminé.

Les horaires et les lieux de ces examens sont publiés aux panneaux d'affichage de la Haute Ecole, sous la responsabilité du Directeur de catégorie, au moins dix jours ouvrables avant la date de ceux-ci.

Les notes obtenues lors de ces examens sont comptabilisées dans les résultats de la première session d'examens présentée par l'étudiant.

En aucun cas, l'étudiant ne peut être interrogé sur les matières faisant l'objet de ces examens plus de deux fois au cours d'une même année académique.

§ 2. Lorsque l'évaluation continue est pratiquée, les examens constituant l'épreuve peuvent être, en tout ou partie, organisés en dehors de la session dans les limites fixées par le règlement des études de la Haute Ecole.

Art. 18. Les examens sont publics. Par décision du Directeur de catégorie, communiquée aux étudiants lors de l'inscription aux épreuves, les examens sont oraux ou écrits.

Dans l'enseignement supérieur paramédical, les examens nécessitant la présence de patients ne sont pas publics.

Les délais d'inscription à l'épreuve, les horaires de chaque session d'examens et les lieux des examens sont publiés aux panneaux d'affichage de la Haute Ecole, sous la responsabilité du Directeur de catégorie, au moins dix jours ouvrables avant le début des épreuves.

Section III. — Des modes de fonctionnement des jurys

Art. 19. § 1er. Chaque jury d'examens comprend les personnes ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement suivies par l'étudiant.

Le Directeur de catégorie ou, en son absence, son délégué, préside le jury d'examens; il a voix délibérative.

§ 2. Le Collège de direction, sur avis du Conseil de département, peut désigner, comme membres des jurys d'examens visés au § 1er, des personnes étrangères à la Haute Ecole. Celles-ci ont voix consultative. Leur nombre ne peut excéder le tiers du total des membres ayant voix délibérative.

§ 3. Le Ministre peut mandater un délégué de la Communauté française pour assister aux opérations des épreuves. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative au sein des jurys d'examens.

Art. 20. Il est interdit à un membre d'un jury d'examens d'assister à l'examen, de le faire subir ou de participer à la délibération, si l'étudiant est son conjoint ou l'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 21. Sauf cas de force majeure apprécié par le Président du jury d'examens, les membres dudit jury sont tenus d'assister aux examens qui les concernent et de participer à la délibération de leurs résultats.

Art. 22. Les autorités de la Haute Ecole fixent, dans les limites établies par le présent arrêté, le règlement d'ordre intérieur des jurys d'examens et la procédure de délibération.

Pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres des jurys d'examens ayant voix délibérative doivent être présents.

Les décisions des jurys d'examens sont prises à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative.

Art. 23. Le Président du jury d'examens clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de tous les étudiants.

Il proclame séance tenante et publiquement les résultats de l'épreuve et, dans les cinq jours, notifie par écrit et individuellement aux étudiants les notes obtenues à chaque examen. Il publie les relevés de notes dans les vingt-quatre heures aux tableaux d'affichage de la Haute Ecole en mentionnant les nom et prénom des étudiants.

Art. 24. § 1er. Les délibérations des jurys d'examens ont lieu à huis-clos. Les votes sont secrets.

§ 2. Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury d'examens et les résultats de la délibération. Il mentionne également, pour chaque étudiant ajourné ou refusé, les motifs de la décision adoptée.

Le procès-verbal est signé par le Président, le secrétaire et au moins trois membres du jury d'examens, au plus tard le dernier jour de la session d'examens.

§ 3. Les copies d'examens sont conservées par la Haute Ecole pendant une durée de trois ans à dater de la fin de la session d'examens à laquelle elles se rapportent.

Les procès-verbaux des délibérations sont transmis en copie certifiée conforme par le Directeur-Président au Gouvernement de la Communauté française, au siège de son administration de l'enseignement supérieur, et conservés pendant trente ans au siège de la Haute Ecole.

Section IV. — Des modes d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des épreuves

Art. 25. Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressée sous pli recommandé au secrétaire du jury d'examens, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification des résultats de l'épreuve.

L'introduction de la plainte peut également être faite par la remise d'un écrit au secrétaire. La signature apposée par le secrétaire sur le double de cet écrit ne vaut que comme accusé de réception de l'introduction de la plainte.

Art. 26. Le secrétaire instruit la plainte et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait rapport au Président du jury d'examens.

Art. 27. Dans le jour ouvrable suivant la réception du rapport, le Président du jury d'examens réunit un jury restreint, composé, outre de lui-même, de deux membres du jury d'examens choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables.

Section V. — De la détermination de l'autorité compétente pour décider du refus d'inscription aux épreuves et des modalités d'exercice d'un droit de recours

Art. 28. Au plus tard dix jours ouvrables avant le commencement de la première session d'examens, le Directeur de catégorie, par décision formellement motivée, décide du refus d'inscription à l'épreuve des étudiants qui n'ont pas suivi régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle ils sont inscrits. Sa décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables.

L'étudiant dont l'inscription à l'épreuve est refusée peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du Collège de direction.

Celui-ci notifie sa décision à l'étudiant dans les trois jours ouvrables de l'introduction du recours.

CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Art. 29. L'article 1er de l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examens dans l'enseignement supérieur de type court et de type long, est complété par les mots suivants : « , à l'exception des Hautes Ecoles ».

Art. 30. Le quatrième alinéa de l'article 2 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant : « Dans l'enseignement de l'architecture, la note à atteindre pour qu'une épreuve soit considérée comme réussie est de 12/20. »

Art. 31. L'article 1er de l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, est complété par les mots suivants : « , à l'exception des Hautes Ecoles ».

Art. 32. L'article 1er de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, est complété par l'alinéa suivant : « Le présent arrêté royal ne s'applique pas aux Hautes Ecoles, à l'exception de l'article 6, alinéas 2 et 3. »

Art. 33. Dans le même arrêté, les articles 12, § 5, 13, § 1er, alinéa 2, 14, § 4, alinéa 2, et 23, § 2, alinéa 2, modifiés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989, sont abrogés.

Art. 34. Un article *terbis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiant régulièrement inscrit » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1988, les arrêtés de l'Exécutif des 2 septembre 1991 et 19 septembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement du 1er septembre 1994 :

« Article *terbis*. Les articles 1er, 5 et 6, § 1er, du présent arrêté ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles. »

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur pour chaque Haute Ecole lors de la rentrée académique 1996-1997, à l'exception de l'article 3, § 1er, 5° qui entre en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998.

Art. 36. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

J.-P. GRAFÉ

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 1561

[C - 29233]

2 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inz. op artikel 9bis, § 1, ingevoegd bij artikel 64 van de wet d.d. 21 juni 1985;

Gelet op het decreet d.d. 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen, inz. op de artikelen 26, 27 en 42;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 28 december 1977 tot vaststelling van de modaliteiten tot het verlenen van de vrijstelling van examens in het hoger onderwijs van het korte en van het lange type, inz. op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 februari 1984 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, inz. op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, inz. op de artikelen 1, 6, 12, 13, 14 en 23, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juni 1989;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 6 november 1987 tot vaststelling van de begrippen « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor de financiering » in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 14 september 1988, de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 september 1991 en 19 september 1991 en het besluit van de Regering d.d. 1 september 1994;

Gelet op het protocol d.d. 12 februari 1996 van het overleg met de representatieve studentenverenigingen op communautair vlak;

Gelet op het protocol d.d. 27 maart 1996 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 1 juli 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit geldt voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet d.d. 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen;

2° hogeschool : instelling voor hoger onderwijs, door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd en die een onderwijs van het korte type, van het lange type of van beide types verstrekt, volgens de in dit decreet bepaalde voorwaarden;

3° overheid van de hogeschool :

a) voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen : de instantie die in elke hogeschool gemachtigd is ofwel door de inrichtende macht van de niet als rechtspersoonlijkheid ingestelde hogeschool, ofwel door overdracht, om de door of krachtens het besluit toegekende bevoegdheden uit te oefenen;

b) voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen : de Raad van Bestuur of het in artikel 65 van het decreet bedoelde Directiecollege;

4° onderwijsactiviteit :

a) de theoretische colleges, de toepassingszittingen; de praktische werkzaamheden, de laboratoria, de didactische werkzaamheden en de andere activiteiten die in het studieprogramma voorkomen;

b) de eindejaarswerken, de scriptie of het eindwerk;

c) de in het leerplan bepaalde stages, individueel of groepsgewijs ingericht;

d) de examenperiodes met uitzondering van de door de student aan persoonlijke studie gewijde tijd;

5° academiejaar : de tijd nodig voor de verwezenlijking van een studiejaar, bestaande uit twee semesters, dat uiterlijk op de eerste maandag van oktober begint en de dag vóór de eerste dag van het eerstvolgende academiejaar eindigt;

6° examen : controleverrichting van de door de studenten opgedane kennis, die betrekking heeft op een welbepaald deel van het programma van een studiejaar;

7° proef : het geheel van de examens van een studiejaar;

8° examenperiode : tijdsruimte van het academiejaar tijdens welke de examens plaatsvinden en de examencommissies zitting hebben;

9° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort;

10° regelmatig ingeschreven student : de student die de toegangsvoorwaarden tot een studiejaar van het hoger onderwijs in acht neemt, die er ingeschreven is uiterlijk op 1 december van het academiejaar voor het geheel van de werkzaamheden van dat jaar, met uitzondering van die waarvoor hij een vrijstelling verkreeg overeenkomstig de bepalingen van de decreten en besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap, en die de onderwijsactiviteit geregeld volgt met als doel, eventueel, de rechtsgevolgen verbonden aan het wetslagen voor de proef te verkrijgen.

HOOFDSTUK III. — *De inschrijvingsweigering*

Art. 3. § 1. De overheid van de Hogeschool kan bij formeel met redenen omklede beslissing, de inschrijving van een student in een studiejaar weigeren wanneer :

1° hij twee keer in hetzelfde studiejaar regelmatig ingeschreven werd, in welke categorie ook, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder in dat jaar geslaagd te zijn in de vijf jaren vóór de inschrijvingsaanvraag;

2° hij drie keer in hetzelfde studiejaar regelmatig ingeschreven is, ongeacht de categorie of het gebied, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht hoger onderwijs, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder te zijn geslaagd in de vijf jaren vóór de inschrijvingsaanvraag;

3° hij drie keer in datzelfde studiejaar of in om het even welke studieafdeling, ongeacht het vak, in een onderwijsstelsel dat onder het Belgisch of buitenlands hoger onderwijs ressorteert, buiten dat ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zonder geslaagd te zijn in de vijf jaren vóór de inschrijvingsaanvraag;

4° hij in de vijf jaren vóór de inschrijvingsaanvraag ofwel twee academische graden, bedoeld in artikel 6, §§ 2, 4 en 5 van het decreet d.d. 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studien en de academische graden, ofwel twee in de artikelen 15 en/of 18, § 2 van het decreet bedoelde graden, ofwel een in art. 6, §§ 2, 4 en 5 van voormeld decreet d.d. 5 september 1994 bedoelde academische graad en een in artikel 15 of 18, § 2 van het decreet bedoelde graad verkregen heeft;

5° hij in de loop van drie academiejaren, te rekenen van zijn eerste inschrijving in eenzelfde afdeling, de eerste twee jaren van de in artikel 15 of 18, § 1 van het decreet bedoelde studies niet met goed gevolg beëindigd heeft;

6° hij geen onderdaan is van een van de Lid-Statens van de Europese Unie en niet in aanmerking komt voor financiering;

7° hij zijn inschrijving vraagt voor een programma dat geen aanleiding geeft tot financiering

door de Franse Gemeenschap en de door het studiereglement van de hogeschool vastgestelde voorwaarden niet vervult;

8° hij in dezelfde hogeschool tijdens het vorige academiejaar het voorwerp is geweest van een tuchtstraf genomen in het raam van de door het studiereglement omschreven straffen en die zijn verwijdering van de hogeschool voor de rest van het academiejaar met zich bracht.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 - en voor zover de studies over meer dan een cyclus gespreid zijn indien de eerste cyclus twee studiejaar omvat - worden het eerste, het tweede en het derde studiejaar van de tweede cyclus respectievelijk beschouwd als het derde, het vierde en het vijfde studiejaar.

In dezelfde veronderstelling worden het eerste, het tweede en het derde studiejaar van de tweede cyclus respectievelijk als het vierde, het vijfde en het zesde studiejaar beschouwd indien de eerste cyclus drie studiejaar omvat.

§ 3. Dat de student niet verkeert in de sub 1, 2, 3, 4 en 5 van § 1 bedoelde gevallen wordt aangetoond door elk bewijsstuk of bij ontstentenis ervan door een verklaring op erewoord ondertekend door de student.

In geval van fraude verliest de student onmiddellijk de hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, alsmede de rechtskundige gevolgen verbonden aan het wetslagen voor de proef.

§ 4. Indien de student het bewijs niet kan leveren dat hij voor de examens van minstens één studiejaar in de Franse taal geslaagd is in het Belgisch of buitenlands secundair of hoger onderwijs, kan de hogeschool de eerste inschrijving van de student afhankelijk maken van het slagen voor een proef die ze inricht en betrekking heeft op de voldoende kennis van de Franse taal.

§ 5. De formeel gemotiveerde beslissing bevattende de weigering tot inschrijving wordt per aangetekende brief aan de student bekendgemaakt. Deze bekendmaking geeft de middelen aan ter uitoefening van het recht om in hoger beroep te gaan, zoals bepaald in artikel 26, § 2, van het decreet.

§ 6. Voor het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs ressorteert de beslissing tot weigering van inschrijving onder de bevoegdheid van het Directiecollege.

HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van het academiejaar*

Art. 4. De onderwijsactiviteit, de examenzittijden niet inbegrepen, worden over minstens 30 weken gespreid.

HOOFDSTUK V. — *Algemene regeling van de examens*

Afdeling I. — Voorwaarden tot wetslagen

Subafdeling I. — Examenzittijden

Art. 5. Niemand mag toegelaten worden tot meer dan 2 examenzittijden in de loop van eenzelfde academiejaar.

Onder voorbehoud van artikel 6, § 4, heeft elke student het recht om twee examenzittijden in de loop van eenzelfde academiejaar af te leggen.

Niemand mag zich tijdens dezelfde examenzittijd tegelijkertijd aanmelden vóór de examencommissie van een hogeschool en voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap wanneer deze wordt ingericht.

Behalve bij overmacht, waarover het Directiecollege oordeelt, is de student verplicht de proef tijdens de eerste examenzittijd af te leggen.

Subafdeling II. — Overgangsvoorwaarden

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 24 van het decreet moet de student - om tot het hoger studiejaar toegelaten te worden - geslaagd zijn voor de proef van het voorgaande studiejaar in dezelfde afdeling.

§ 2. De examencommissie verklaart van rechtswege toegelaten de student die minstens 50 % kreeg van de voor elk examen toegekende punten en 60 % van de punten toegekend voor de proef en berekend overeenkomstig artikel 7, lid 1.

Op grond van vooraf door de overheid van de hogeschool omschreven criteria beraadslaagt elke examencommissie collegiaal en zonder appel over de toelating, de verdaging of de afwijzing van de andere studenten, alsmede over de toekenning van vermeldingen.

Deze criteria worden ad valvas bekendgemaakt en meegegeed aan de communautaire opvoedkundige commissie en aan de cel voor opvoedkundige prognose.

De beslissingen van de examencommissies worden formeel gemotiveerd.

§ 3. De verdaagde student mag zich bij de tweede examenzittijd aanmelden.

§ 4. Mag zich voor de examencommissie ten vroegste aanmelden bij de eerste examenzittijd van het eerstvolgende academiejaar de student die werd afgewezen :

1° om tuchtredeken;

2° omdat hij, behalve bij overmacht, waarover het Directiecollege oordeelt, de proef niet tijdens de eerste examenzittijd aflegde;

3° en wiens cijfer in de eerste examenzittijd voor de stagewerkzaamheden, voor de praktische werken, het eindwerk of de scriptie, die om geldige redenen van organisatie waarover de examencommissie moet oordelen, het voorwerp niet kunnen zijn van een remediatie of tweede evaluatie, niet naar de tweede zittijd wordt overgedragen.

Subafdeling III. — De beoordeling van de examens en de vermeldingen

Art. 7. Elk examen wordt op twintig punten beoordeeld.

Voor de bepaling van de uitslagen van de proef stelt de examencommissie een wegingscoëfficiënt voor de uitslagen van elk examen vast. Bedoelde coëfficiënten worden ad valvas aan de studenten meegegeed door de categoriale directeur, uiterlijk op het einde van de eerste maand van het lopende academiejaar.

Binnen de door het studiereglement van de hogeschool vastgelegde perken kunnen de in het lopende academiejaar toegekende cijfers voor een onderwijsactiviteit in aanmerking worden genomen voor de berekening van de uitslag van het examen.

De vermeldingen zijn voldoende, onderscheiding, grote onderscheiding en de grootste onderscheiding; over het algemeen worden ze verkregen indien de globale uitslag van de student respectievelijk 60, 70, 80, 90 % van het maximum van de punten bereikt.

De examencommissie beoordeelt of de vermelding onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding mag toegekend worden wanneer de student een cijfer lager dan 50 % verkreeg in één of meer onderwijsactiviteiten of wanneer de student een vrijstelling voor examens bij toepassing van artikel 34 van het decreet verkreeg.

Subafdeling IV. — De tweede examenzittijd

Art. 8. Voor zover de verdaagde student aan alle examens deelnam, buiten het in artikel 9 bedoelde geval van verhindering om wettige redenen, wordt hij ervan vrijgesteld bij de 2e zittijd de examens weer af te leggen waarvoor hij bij de eerste zittijd met minstens 60 % van de punten geslaagd was.

De cijfers die bij de eerste zittijd worden toegekend voor de stage, de praktische werken, de eindejaarswerken of de scriptie die om dringende organisatieredenen - waarover de examencommissie moet oordelen, het voorwerp van een remediatie of van een tweede evaluatie niet kunnen zijn, worden naar de 2e zittijd overgedragen indien ze minstens de helft van de punten bereiken.

Ze mogen naar de tweede zittijd worden overgedragen, hoewel ze minder dan 50 % bedragen voor de student voor wie de examencommissieleden de verdaging uitspreekt.

Subafdeling V. — De verhindering om een examen af te leggen

Art. 9. § 1. De student die zonder wettige reden afwezig is op een examen mag de examenzittijd niet voortzetten.

De student die om een wettige reden niet op de bepaalde datum kan deelnemen aan een examen, mag in de loop van dezelfde zittijd dat examen afleggen voor zover de inrichting van de examens zulks toelaat en mits de voorzitter en de betrokken examencommissieleden hun toestemming geven.

De student die om een wettige reden verhinderd is een examen af te leggen, wordt bij de eerste zitting gelijkgesteld met de verdaagde studenten en bij de tweede zitting met de afgewezen studenten.

§ 2. Over de wettigheid van de reden oordeelt de categoriale directeur.

Subafdeling VI. — De vrijstellingen in geval van mislukking

Art. 10. De student die niet voor de proef is geslaagd en die hetzelfde studiejaar in dezelfde hogeschool weer begint, wordt van rechtswege vrijgesteld de examens af te leggen waarvoor hij een resultaat van minstens 12/20 heeft verkregen, op onderstaande voorwaarden :

- 1° de proef hebben afgelegd behoudens de voor examens toegekende vrijstellingen voor onderwijsactiviteiten, of afwijking toegestaan door de categoriale directeur in geval van wettige verhindering om een examen af te leggen;
- 2° minstens 50 % van het totaal van de punten hebben verkregen voor de proef waarvoor hij zakte.

Subafdeling VII. — De voorwaardelijke overgang naar het hogere studiejaar

Art. 11. § 1. Het Directiecollege kan op verzoek van de student die niet geslaagd is voor zijn proef bij de tweede zitting, bij formeel gemotiveerde beslissing bedoelde student toelaten zich in het hoger studiejaar in dezelfde hogeschool in te schrijven, op onderstaande voorwaarden :

- 1° de student wordt voor de eerste keer in het betrokken studiejaar van de betrokken afdeling ingeschreven;
- 2° de student heeft werkelijk deelgenomen aan alle examens van de tweede examenzitting, behoudens aan die waarvoor hij vrijstellingen had verkregen, of behoudens afwijking toegestaan door de examencommissie om gegronde redenen;
- 3° de student die minstens 50 % van het totaal van de punten behaalde voor de sub *b* bedoelde proef;
- 4° de onderwijsactiviteiten die overeenkomen met de examens waarvoor de student het minimum 12/20 niet verkreeg, overschrijden met niet meer dan één vijfde het aantal uren van het betrokken studiejaar.

§ 2. De student legt vóór 1 februari van het eerstvolgende academiejaar de examens af waarvoor hij niet minstens 12/20 kreeg.

De tweede examenzitting van het voorgaande studiejaar wordt pas gesloten wanneer hij die examens heeft afgelegd.

Om te slagen moet de student minstens 12/20 voor elk examen, en minstens 60 % van het totaal der punten voor de in lid 1 van deze paragraaf bedoelde examens hebben behaald.

Een examencommissie van minstens drie leden, waaronder de hoogleraar die hem ondervroegen, beraadslaagt over deze examens.

§ 3. Indien de student in de bepaalde termijn de examens niet aflegt of er niet voor slaagt, wordt hij opnieuw regelmatig ingeschreven student in het voorgaande studiejaar.

Subafdeling VIII. — Verandering van hogeschool

Art. 12. Een student die zonder van afdeling te veranderen, naar een andere hogeschool overgaat, legt de bijkomende examens af die de categoriale directeur vaststelt om het verschil tussen de programma's te verhelpen.

Die student moet de met die examens overeenstemmende onderwijsactiviteiten niet volgen.

Hij legt de bijkomende examens af vóór de 20e november van het lopende academiejaar.

De uitslag wordt hem uiterlijk op 25 november meegedeeld.

Subafdeling IX. — Eindschiptie

Art. 13. Het laatste examen voor de 1e zitting van het laatste studiejaar bestaat in het voorleggen en verdedigen van een eindschiptie, mits het studiereglement zulks oplegt.

Het onderwerp wordt door de categoriale directeur goedgekeurd, op advies van de departementsraad. Het heeft betrekking op de theoretische of praktische vakken en op de doeleinden van de afdeling of optie.

De categoriale directeur erkent of, in voorkomend geval, wijst een lid van het onderwijzend personeel aan als scriptiebegeleider.

De scriptie wordt beoordeeld door de begeleiders, desnoods bijgestaan door één of meer personen die niet tot de hogeschool behoren en wegens hun grote bevoegdheid aangewezen werden door de directeur-voorzitter.

Art. 14. In afwijking van artikel 5, 4e lid, en van artikel 13, 1e lid, kan de scriptie in gevallen waarover de examencommissie oordeelt, voorgelegd en verdedigd worden in de 2e zitting, met examens waarvan de student niet vrijgesteld is.

In uitzonderlijke omstandigheden en op eensluidend advies van de examencommissie kan het directiecollege de student die geslaagd is voor alle examens, voorkomend op het programma van het laatste studiejaar, toelaten de scriptie voor te leggen en te verdedigen of de stage te volbrengen tot een datum die niet later mag vallen dan de 1e februari van het volgende academiejaar. Voor die student wordt de 2e zitting tot die datum verlengd.

Afdeling II. — Organisatie en verloop van de examens

Art. 15. De categoriale directeur organiseert het secretariaat van de in artikel 19 van dit besluit bedoelde examencommissies, wijst de secretarissen aan en maakt hun namen ad valvas bekend.

Art. 16. Elke hogeschool organiseert 2 examenzittingen per academiejaar; de eerste wordt afgesloten vóór 15 juli en de 2e begint na de 15e augustus van het lopende academiejaar.

Elke examenzitting wordt afgesloten zodra alle beslissingen van de commissies openbaar zijn.

Het examen, de beraadslaging en de bekendmaking van de beslissingen van de examencommissies betreffende alle activiteiten, opgenomen in het programma van een studiejaar, vinden plaats tijdens de zitting.

Art. 17. § 1. Als het reglement van de studies dat uitdrukkelijk bepaalt, kunnen examens georganiseerd worden in het academiejaar, zodra de cursus voleindigd is.

Uur en plaats van die examens worden ad valvas bekendgemaakt op verantwoordelijkheid van de categoriale directeur, ten minste 10 werkdagen vóór de datum van die examens.

De voor die examens bekomen cijfers worden opgenomen in de uitslagen van de eerste zitting van de examens die de student aflegt.

In geen geval kan de student over de leerstof van die examens meer dan tweemaal ondervraagd worden in één academiejaar.

§ 2. Bij doorlopende evaluatie kunnen de examengedeelten geheel of ten dele buiten de zitting plaatsvinden, binnen de perken gesteld door het studiereglement van de hogeschool.

Art. 18. De examens worden in het openbaar afgenomen. Ze zijn mondeling of schriftelijk volgens de beslissing die de categoriale directeur neemt en aan de studenten meegedeeld wordt wanneer zij zich voor het examen inschrijven.

In het paramedisch hoger onderwijs vinden examens die de aanwezigheid van patiënten vereisen, niet in het openbaar plaats.

De termijn voor de inschrijving voor het examen, datum, uur en plaats van de examens, worden ad valvas bekendgemaakt ten minste 10 werkdagen vóór de aanvang van de examens, op verantwoordelijkheid van de categoriale directeur.

Afdeling III. — Werking van de examencommissies

Art. 19. § 1. Elke examencommissie omvat de verantwoordelijken voor de door de student gevolgde onderwijsactiviteiten.

De categoriale directeur of zijn gemachtigde zit de commissie voor met medebeslissende stem.

§ 2. Het directiecollege kan, op advies van de departementsraad, personen die niet tot de hogeschool behoren, opnemen in de in § 1 bedoelde examencommissies. Zij hebben raadgevende stem. Hun aantal mag niet hoger zijn dan één derde van het aantal leden met medebeslissende stem.

§ 3. De Minister kan een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap gelasten, de examenverrichtingen bij te wonen en te waken voor het regelmatig verloop ervan. In de examencommissies heeft hij raadgevende stem.

Art. 20. Een lid van de commissie mag geen examen bijwonen of afnemen noch aan de beraadslaging erover deelnemen als de examinandus zijn echtgenoot(ote) is of een bloed- of aanverwant t/m de 4e graad.

Art. 21. Behoudens overmacht, waarover de voorzitter van de commissie oordeelt, moeten de leden van de commissie de hen betreffende examens bijwonen en over de uitslag ervan beraadslagen.

Art. 22. De overheid van de hogeschool bepaalt binnen de bij dit besluit gestelde grenzen het huishoudelijk reglement van de examencommissie en de beraadslagingsprocedure.

Om geldig te beraadslagen, moeten ten minste 2/3e van de stemgerechtigde leden van de examencommissie aanwezig zijn.

De beslissingen van de commissies worden genomen bij meerderheid van de stemgerechtigde aanwezige leden.

Art. 23. De voorzitter van de examencommissie sluit de beraadslaging zodra over alle studenten beslist is. Hij kondigt op staande voet in het openbaar de uitslag van het examen af, deelt elke student binnen de 5 dagen schriftelijk mee welk cijfer hij op elk examen gekregen heeft en maakt het overzicht van de cijfers ad valvas bekend binnen 24 uur, met vermelding van naam en voornaam van de studenten.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigings-, opheffings-, slotbepalingen

Art. 24. § 1. De examencommissies beraadslagen met gesloten deuren. De stemming is geheim.

§ 2. De notulen van de beraadslaging vermelden de samenstelling van de commissie en de uitslag van de beraadslaging, alsook de redenen van elke verdaging of afwijzing van een student.

§ 3. De examenschriften worden door de hogescholen 3 jaar bewaard, met ingang van de datum van het einde van de zitting waarop ze betrekking hebben. Van de notulen van de beraadslaging wordt een door de directeur-voorzitter echt verklaard afschrift van de notulen van de beraadslaging overgezonden aan de Regering van de Franse Gemeenschap, ten zetel van haar bestuur Hoger Onderwijs. De notulen worden 30 jaar lang bewaard ten zetel van de hogeschool.

Afdeling IV. — Wijze van indiening, onderzoek en afhandeling van de klachten van studenten betreffende onregelmatigheden tijdens de examens

Art. 25. Elke klacht over een onregelmatigheid tijdens de examens wordt aangetekend gezonden naar de secretaris van de examencommissie, uiterlijk 3 werkdagen na de mededeling van de uitslag van het examen.

De klacht kan ook schriftelijk afgegeven worden aan de secretaris.

Deze ondertekent het duplicaat van dat schrijven, als bewijs van ontvangst.

Art. 26. De secretaris onderzoekt de klacht en brengt, uiterlijk 2 werkdagen na ontvangst, verslag uit bij de voorzitter van de examencommissie.

Art. 27. De werkdag na ontvangst van het verslag brengt de voorzitter een beperkte commissie bijeen, bestaande uit hemzelf en 2 commissieleden aan wie geen onregelmatigheid wordt verweten. De beperkte commissie neemt op staande voet een uitdrukkelijk met redenen omklede beslissing, die binnen 2 werkdagen aan de indiener van de klacht meegedeeld wordt.

Afdeling V. — Bepaling van de overheid,

bevoegd om een inschrijving voor het examen te weigeren en van de wijze van indiening van beroep

Art. 28. Uiterlijk 10 werkdagen vóór het begin van de 1e examenzitting neemt de categoriale directeur een uitdrukkelijk met redenen omklede beslissing tot weigering van de inschrijving voor het examen betreffende studenten die de onderwijsactiviteit van het programma van het studiejaar waarin zij ingeschreven zijn, niet regelmatig gevolgd hebben. Zijn beslissing wordt binnen 2 werkdagen aangetekend aan de student meegedeeld. Deze kan, binnen 3 werkdagen na ontvangst, beroep instellen bij aangetekend schrijven, gericht aan het Directiecollege.

Dit college deelt de student zijn beslissing mee binnen 3 werkdagen na de indiening van het beroep.

Art. 29. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 december 1977 tot regeling van de toekenning van een vrijstelling voor examens in het hoger onderwijs van het korte type en van het lange type wordt aangevuld met de woorden « uitgezonderd de hogescholen ».

Art. 30. Artikel 2, 4e lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « In het architectuuronderwijs slaagt men voor een examengedeelte als men 12 punten op 20 haalt ».

Art. 31. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1984 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan wordt aangevuld met : « , uitgezonderd de hogescholen ».

Art. 32. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan wordt aangevuld als volgt : « Dit besluit, behalve art. 6, 2e en 3e lid, geldt niet voor de hogescholen ».

Art. 33. In hetzelfde besluit worden de artikelen 12, § 5, 13, § 1, 2e lid, 14, § 4, 2e lid, en 23, § 2, 2e lid, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 27 juni 1989, opgeheven.

Art. 34. Onderstaand artikel *1bis* wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 6 november 1987 tot bepaling van « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor financiering » in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 september 1988, de besluiten van de Executieve d.d. 2 en 19 september 1991 en het besluit van de Regering d.d. 1 september 1994 :

« Artikel *1bis*. De artikelen 1, 5 en 6, § 1, van dit besluit zijn niet toepasselijk op de hogescholen. »

Art. 35. Dit besluit treedt voor elke hogeschool in werking bij de aanvang van het academiejaar 1996-1997, behalve artikel 3, § 1, 5°, dat in werking treedt bij de aanvang van het academiejaar 1997-1998.

Art. 36. De Minister bevoegd voor het hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 2 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-P. GRAFE .

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 96 — 1562

[C - 27428]

11 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel du Port autonome de Liège.

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et l'article 96 inséré par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment les articles 18 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole n° 200 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de Secteur n° XVI, en date du 13 mai 1996;

Considérant la nécessité d'établir une correspondance entre les grades et les rangs anciens et ceux créés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er décembre 1994 fixant le statut de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre de l'Équipement et du Ministre de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du personnel du Port autonome de Liège est fixé comme suit :

Direction générale	
A2 directeur général	1
Direction du service administratif	
A4 directeur	1
Direction du service économique	
A4 directeur	1
Pool de la Direction générale	
A5 premier attaché	2
A6 attaché	4
B1 premier gradué	1
B2 gradué principal	1
B3 gradué	1
C1 premier assistant	3
C2 assistant principal	5
C3 assistant	9